

RÉSEAU NATIONAL « JEUNES EN ERRANCE »

RENCONTRES NATIONALES DU RÉSEAU LANNION 21-22-23 novembre 2022

**Rencontres réalisées avec l'aide du Ministère des Solidarités et de la Santé
Direction Générale de la Cohésion Sociale**

**En partenariat à Lannion avec la mairie, le Centre Communal d'Action Sociale,
le Carré Magique, et l'association La tribu de Tachenn.**

Réseau « *Jeunes en errance* ». c/o CEMÉA. 24, rue Marc Seguin. 75018 Paris

Ce compte-rendu est disponible sur www.jeunes-en-errance.cemea.asso.fr

SOMMAIRE

Informations sur ces rencontres	p. 3
Femmes en errance. Vivre les menstruations à la rue Conférence par Bérénice Penafiel	p. 4
Le plaidoyer : repères et pratiques Présentation par Nicolas Dekuyscche	p. 11
Atelier « Les grands mineurs invisibles. Les hors-ASE »	p. 13
Atelier « Les partenariats locaux. Coordination et complémentarités »	p. 15
Atelier « ne pas faire de bourdes avec des usager.ères qui mettent en question leur sexe biologique »	p. 16
Atelier « Accompagner dans le logement-l'hébergement quel qu'il soit	p. 17
Atelier « Les plus jeunes, garçons et filles, et le marché du sexe »	p. 18
Atelier « Que faire avec les injonctions institutionnelles et les injonctions à s'insérer ? »	p. 20
Atelier « Comment travailler avec les grandes institutions ? »	p. 22
Atelier « L'écart entre les principes des institutions et les besoins des jeunes »	p. 25
Atelier « Comment communiquer ? »	p. 27

INFORMATIONS SUR CES RENCONTRES

Un réseau, des rencontres annuelles

Le réseau national « *Jeunes en errance* » est né des actions expérimentales conduites dans les festivals par les CEMÉA auprès des jeunes en errance à partir de 1991.

Il a été officialisé et structuré en 1997 grâce à l'intérêt qu'y a apporté Xavier Emmanuelli, Secrétaire d'État à l'action humanitaire d'urgence, et avec le soutien financier apporté depuis par les ministères en charge de l'action sociale.

Les CEMEA organisent annuellement une rencontre nationale ouverte à toutes les équipes au travail avec des jeunes en rupture sociale. Ces rencontres sont organisées de façon itinérante dans des villes, ou des sites, où interviennent des équipes engagées dans le réseau national.

Leur organisation est financée par la Direction Générale de la Cohésion Sociale dans le cadre de conventions successives pour l'animation du réseau passées avec les CEMÉA. L'actuelle convention porte exclusivement sur l'année 2022.

Ces rencontres nationales qui, existent de fait depuis 1995, alors centrées sur les bilans des interventions festivières expérimentales, existent depuis 1998 de façon structurée, formalisée, ouverte, articulée avec les préoccupations professionnelles des équipes engagées dans le réseau.

Leurs comptes rendus sont tous disponibles sur jeunes-en-errance.cemea.asso.fr

Les rencontres 2022

Les rencontres 2022 ont réuni 80 participants représentant 43 équipes du réseau (professionnels, bénévoles, usagers, étudiants et stagiaires).

Quatre formes de travail et d'échange ont été mises en œuvre :

- Un « *forum des pratiques* », où les équipes ont présenté en parallèle ce qu'elles font, et qui elles sont.
- Une conférence : « *Les femmes de la rue* » par Bérénice Pénafiel, sociologue.
- Un apport : « *Principe et pratique du plaidoyer* » par Nicolas de Kuysche, directeur du Forum-Bruelles contre les inégalités.
- Onze ateliers différents et complémentaires. Il n'y a pas de comptes rendus pour les quatre premiers (Quels habitats pour ce public ? Quelles complémentarités sur le terrain (Equipes de rue, PASS, Mission Locale, Hébergements, CAARUD, EMPP...). Les invisibles de la rue, grands mineurs et jeunes majeurs. Genres, marché du sexe), qui ont servi à identifier les points à approfondir ensuite.

L'animation des travaux et les comptes-rendus des ateliers ont été portés par Lucie Ausbourger, Laurine Bricard, François Chobeaux, Patrick Chorowicz, Nicolas Dekuysche, Malika Delaye, Kevin Guignard, Fanny Laurent, Caroline Petit, Frédérique Stevenin.

FEMMES EN ERRANCE : VIVRE LES MENSTRUATIONS A LA RUE

Conférence par Bérénice Penafiel, docteur en sociologie.

Cette intervention s'appuie sur sa thèse en sociologie « La vie quotidienne des femmes en errance » soutenue à l'Université de Strasbourg en juin 2022. (https://jeunes-en-errance.cemea.asso.fr/IMG/pdf/these_b_penafiel_la_vie_quotidienne_des_femmes_en_errance.pdf)

La précarité menstruelle

Depuis quelques années, des journalistes, des associations comme « Règles Élémentaires », des groupes féministes mettent en lumière le problème de la précarité menstruelle. Ce terme englobe la difficulté financière et sociale de certaines femmes dans l'accès aux produits hygiéniques. Le gouvernement a annoncé son intention de lutter contre ce type de précarité : Emmanuel Macron, a assuré vouloir « avancer » sur le sort des femmes « qui sont à la rue » et ne peuvent pas « acheter de quoi se protéger et de quoi être dignes ». Le ministre de la Santé et la ministre chargée de l'Égalité annoncent le déblocage de 4 millions d'euros supplémentaires dès 2021, portant à 5 millions d'euros le budget total consacré à la lutte contre la précarité menstruelle. (Ballet, 2020)

En 2019, l'étudiante française Irène Hermoso alerte sur la précarité menstruelle, elle déambule dans les rues de Paris avec les taches de sang de sa menstruation sur son pantalon, elle exige de l'État la prise en charge totale des protections menstruelles réutilisables. Pour elle, les règles ne sont pas un choix pour les femmes. Elle affiche sur son compte Instagram des photos où elle porte un pantalon taché avec le message : « Aujourd'hui, vendredi premier février 2019, mon sang a coulé dans Paris. Car il était temps de remettre les choses au clair : quoi que vous pensiez, nous avons le dernier mot (...) Nous payons le prix de l'oppression, le prix de la misogynie, le prix des inégalités, vous n'allez quand même pas croire que nous allons en plus payer pour foutre du chlore dans nos chattes pendant que vous continuez de stigmatiser et diaboliser notre sang, nos poils et notre merde.(...) Car oui, contrairement à ce que les pubs de tampons montrent, avoir ses règles est banal, normal, quotidien. (...) Le sang coule et le sexisme tâche. » (@irenevrose, 2019). D'autres collectifs féministes lancent l'appel pour le 15 juin de la même année pour poster sur les réseaux sociaux des photos avec du sang menstruel sous l'hashtag « ça va saigner », leurs publications sont signées et diffusent des messages comme « Que notre sang coule contre la précarité menstruelle », « les règles concernent tout le monde » (@ca_va_saigner, s. d.).

D'autres pays de l'Europe occidentale ont pris des mesures contre cette vulnérabilité qui affecte certaines femmes. L'Écosse a adopté en 2020 une loi contre cette forme de précarité : « cette évolution législative garantit « l'accès universel et gratuit aux protections périodiques », une première mondiale sur ce sujet de société, dans lequel l'Écosse possède une longueur d'avance... ». (Courrier International, 2020). Les femmes à la rue sont touchées de plein fouet par cette précarité.

Vivre les menstruations à la rue

En France, les liens entre la menstruation et l'errance sont peu étudiés par les sciences sociales. À ma connaissance, l'information sur la sexualité et le corps des femmes habitantes des rues néglige cette question

pourtant sensible des règles quand on ne dispose pas d'un chez soi. L'expérience du cycle menstruel pour ces femmes est une pénible contrainte. Leur corps est soumis aux conditions sociales aléatoires du déroulement de leur vie quotidienne. Ainsi doivent-elles se débrouiller pour gérer leurs règles dans ces situations défavorables. L'association Mobil Douche connaît de près cette situation :

Tampons, serviettes, etc. ça c'est très dur, et nous sommes parfois devant des réalités qui les mettent en danger au niveau de la santé quand elles n'ont pas de tampons, elles utilisent des maillots qu'elles traînent, nous on en a quelques-unes qui nous ont confié qu'effectivement elles n'avaient plus leurs règles sous-alimentées par exemple, mais autre chose, c'est qu'elles prennent aussi un médicament qui les empêchent, voilà; soit c'est une conséquence de la rue, soit elles le provoquent parce qu'il y a pas... il y a des difficultés pour pouvoir trouver des tampons, donc soit c'est une conséquence soit elles le décident... (Battus, 2017b)

Les femmes essaient de répondre aux exigences sociales de présentation de soi et de souscrire ainsi aux normes intériorisées de propreté. « *Tu veux te laver, dit Mary Ann, mais tu ne peux pas. Quand on est sans-abri, on est de toute façon gênée par sa situation* » (Vora, 2020, p. 35). Parmi les 1001 femmes rencontrées, l'association « Agir pour la santé des femmes » (ADSF) observe que 66 % d'entre elles présentent des troubles du cycle menstruel, surtout aménorrhées et dysménorrhées » (ADSF, 2020, p. 22).

Le cycle menstruel à la rue est un tracassant pour la plupart des femmes. L'accès aux protections périodiques (prix, type de protection ou manière d'absorber le sang...), l'échange de ces dernières pendant la journée et le soin du corps (espace privé, accès aux points d'eau...), le malaise ou parfois les douleurs ressenties, soulèvent bien des écueils... En définitive comment une femme en errance se débrouille-t-elle lors de ses règles ?

Accès aux protections périodiques commercialisées

Il existe une variété de produits à utiliser : les serviettes périodiques (protections externes, réutilisables ou plastiques), les tampons (protections internes), les coupes menstruelles (réutilisables après désinfection, selon les marques elles peuvent rester dans le vagin entre 8 et 12 heures), les culottes menstruelles (lavables et réutilisables). Les prix et les marques varient, les qualités des produits également. Les serviettes les plus chères sont celles en coton bio, un paquet de dix serviettes coûte environ 5 euros dans certains magasins. En principe, ce sont les plus chers. Les marques de supermarchés sont les plus accessibles économiquement.

Ces « technologies de passage » (Vostral, 2008) se lient au sentiment d'identité des femmes en général, et il perdure lors de la vie à la rue. « *Ces technologies contribuent à dissimuler les corps féminins considérés comme dysfonctionnels, aidant ainsi les femmes à passer pour des personnes en bonne santé. Elles leur permettent de se présenter comme non-menstruées. Le cadre de la politique technologique du passage est un moyen d'expliquer les pratiques et les comportements liés à l'utilisation des produits d'hygiène menstruelle par les femmes.*» (Vostral, 2008, p. 3). La vie précaire rend difficile l'accès à ces technologies de passage, ce qui n'est pas sans impact sur le sentiment d'identité des femmes concernées, elles se débrouillent pour trouver des moyens pour que le sang ne soit pas vu. Pour certaines d'entre elles ne pas réussir à utiliser des protections est une source de souffrance et de mésestime de soi.

Certaines de ces « technologies spécifiques aux femmes » (Vostral, 2008, p. 14) sont coûteuses et difficiles à entretenir si l'on vit à la rue. Les culottes et les coupes menstruelles ainsi que les serviettes réutilisables ne sont guère utilisées dans ce contexte. À cet égard, la présidente de l'association Règles Élémentaires, Tara Heuzé, relate une expérience lors d'un don de coupes menstruelles : *On a eu des offres... qui voulaient nous faire un don de coupes, mais on n'a jamais pu les utiliser pour plusieurs raisons la première c'est une réelle question d'hygiène, une coupe il faut la stériliser à la fin de chaque cycle et, en fait, il se trouve que les* Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2022

femmes qui vivent à la rue n'ont pas forcément accès à un point d'eau déjà de manière générale, encore moins, de l'eau bouillante pour stériliser leurs coupes. Il y a aussi de gros problèmes d'hygiène pour insérer la coupe ou la retirer. Si on a les mains sales, ça peut créer tout un tas d'infections, qui sont très problématiques et il y a aussi une barrière psychologique... La coupe c'est quand même quelque chose qu'on insère dans le vagin pendant 12 heures... (Battus, 2017b)

Le coût de culottes menstruelles est assez élevé par rapport aux protections jetables, et il faut un point d'eau pour les laver. Les produits hygiéniques le plus souvent adoptés par les femmes en errance sont les serviettes et les tampons : « ...sans les trucs hygiéniques le sang va partout, c'est pas propre » (Ginette). Parfois elles utilisent ce qu'elles ont sous les mains, même si elles ont des préférences pour une forme particulière de protection. « J'ai du mal à porter des serviettes, je me sens plus propre avec des tampons, mais dans les assos tu trouves surtout des serviettes... » (Amelia). En principe, aucune femme ne pratique le flux instinctif libre¹.

L'accès à ces protections dépend de l'aide des associations et de l'argent que les femmes possèdent. Lors des maraudes on leur propose des serviettes hygiéniques, elles en acceptent souvent en remerciant, mais aussi en s'excusant pudiquement : « Je savais pas comment demander », « j'ose pas », ou elles ne les nomment pas : « vous avez ça pour les femmes », « les trucs pour les femmes » ... Une gêne s'exprime dans leurs propos et leurs attitudes. Le contexte est particulier, car cette maraude est souvent entourée d'hommes en errance, eux aussi en attente de produits. Cette situation influence le fait de ne pas oser solliciter des serviettes. Mais pour d'autres habitantes de la rue poser la question est difficile à assumer : « je sais pas, j'ai un peu honte et je préfère moi en acheter, ou je fais avec... ça me gave, demander même ça, je sais pas ». D'autres ignorent que la maraude offre ces protections, elles sont surprises quand les bénévoles leur en proposent. Certaines femmes préfèrent s'adresser à leurs réseaux de connaissances, par exemple Adriné : « ...quand j'ai mes règles c'est très difficile ... Il y a encore des gens qui aident, j'ai encore des amis qui aident avec qui je peux être tranquille, je comprends qu'il y a des gens qui n'ont pas d'amis, et ils sont dans une situation encore pire que moi. Caritas, ils donnent tous les produits d'hygiène, pas seulement des serviettes... ». Malgré les aides des associations et des amis, la précarité menstruelle touche de plein fouet les femmes en errance. A la rue depuis plus de deux ans, Axelle de Sousa a lancé la pétition « Paie tes règles² ». Elle témoigne : *J'ai un flux très important, ça me coûte minimum 10 euros par mois. Quand je souffre de ménorragie [règles anormalement longues et particulièrement abondantes], la facture peut grimper à 70 euros, médicaments inclus ... quand j'ai mes règles, je dois choisir entre manger et rester « propre » ...* On prend le risque de développer une infection par manque d'hygiène et on s'expose au syndrome du choc toxique en gardant un tampon trop longtemps. (Slavicek & Cordieret, 2019).

Axelle calcule la somme que lui coûte ses protections hygiéniques chaque mois, elle est en effet importante au regard de son modeste budget. Certes, toutes les femmes n'ont pas une gestion aussi précise de leur argent, mais intuitivement elles savent jusqu'où aller dans leurs dépenses.

Inventer ses propres protections

Si la signification anthropologique des menstruations est parfois abordée par les sciences sociales, en revanche les études des modes de protection des femmes lors de cette période restent rares. Parfois les

¹ Il s'agit de la contraction du périnée pour retenir le sang dans le corps. Au moment voulu, le sang est versé en arrêtant la contraction. Ces dernières années, cette technique est employée par les femmes qui disent avoir une gestion presque volontaire de leur flux menstruel.

² Change.org. « Signez la pétition ». Consulté le 14 avril 2021. <https://www.change.org/p/des-protections-periodiques-gratuites-pour-les-personnes-les-plus-precaires-paietesregles-payetesregles>.

femmes se débrouillent pour les fabriquer elles-mêmes : « *Les techniques d'absorption des pertes menstruelles sont presque entièrement cachées dans l'histoire de l'humanité féminine, cette information étant transmise entre les femmes uniquement par la parole. Les médecins semblent avoir présumé que chaque femme connaissait le traitement régulier des menstruations.* » (Schroeder, 1976, p. 106). Celles qui n'ont pas accès aux produits du marché inventent leur propre système. « Jennifer utilise des toilettes publiques pour s'assurer que son sang menstruel est bien absorbé. Dans sa situation, elle n'a pas les moyens d'acheter des produits sanitaires commercialisés » (Vora, 2020, p. 37). D'autres stratégies se mettent en place. Par exemple, Anaëlle : « *...pendant tes règles, tu prends des bandes hygiéniques ou un bout de chaussette ah, si tu as rien, l'essentiel c'est si tu as quelque chose de propre, sinon (...) dans les magasins, tu te sers ah...* ».

La vie quotidienne se brode sur un horizon de « compréhensions partagées » comme le dit Howard Becker³, c'est-à-dire une capacité de s'identifier à l'autre pour ne pas perdre la face tout en répondant aux attentes communes. L'interaction laisse place aux apprentissages sur le tas, à des astuces, ces femmes se débrouillent empiriquement pour prendre soin de leurs règles. Ou bien elles acquièrent des connaissances en parlant avec les femmes qu'elles côtoient dans leur parcours. Les habitudes menstruelles s'accompagnent de valeurs personnelles sur le sale et le propre. À la rue, la propreté devient une caractéristique importante pour l'estime de soi, comme l'explique bien Anaëlle. Une femme en période de menstruation s'approvisionne en produits propres, elle se protège des possibles infections, mais plus encore son sang et se révéler aux autres. La tache/tâche est ardue pour une femme sans chez soi.

Certaines habitantes de la rue mettent du papier hygiénique dans leurs culottes, de petites serviettes en tissu, des cotons démaquillants, de fins débardeurs pliés. Avec des serviettes hygiéniques, elles élaborent des tampons, parfois avec des mouchoirs, d'autres prennent les essuie-mains disponibles dans des toilettes publiques, fast-food, café... qui s'avèrent plus résistants : « *Tu as vu qu'il y a des plis ? Eh bien, tu prends un pli, tu l'ouvres et tu le mets comme ça sous un côté de la culotte, la même chose de l'autre côté, et deux autres morceaux de papier ouverts comme ça, et tu enfiles une autre culotte (...) rien ne tombe, le papier est bien fixé, et s'il fait froid, tu as en plus chaud.* » (Diana). Elle construit une espèce de protection qui ne tombera pas de son sous-vêtement. Elle est ainsi rassurée : « *je marche, je fais tout avec, alors là, pas de soucis* » (Diana). Les habitantes de la rue prennent en charge leur menstruation malgré les soucis qu'elles leur posent. C'est l'une des stratégies les plus préoccupantes de la vie sans chez soi : « *J'ai pas encore des gosses, alors avoir mes règles me rappelle que je peux encore les avoir... ça me dérange pas, il faut chercher c'est tout... chercher pour le nettoyage quoi. Les infections des femmes c'est quelque chose, si tu es sale, tu attrapes des trucs. J'ai déjà fait une espèce de couche avec un sac plastique... ça a marché... c'était deux, deux sacs plastiques* » (Lise).

Le cliché des femmes en situation de rue les imagine comme des « femmes » en « échec » des normes sociales, cependant on ne voit jamais une femme en errance maculée du sang de ses règles cheminer sur les trottoirs, en faisant la manche ou en réalisant d'autre activité. Cacher le sang des règles et les manières discrètes de les vivre est parfois au début un tâtonnement, puis un apprentissage personnel dont les modalités varient selon les circonstances. Mais les femmes n'ignorent pas qu'elles doivent elles-mêmes pourvoir à la discrétion lors de cette période. « *Les technologies modernes ont bien réussi à gérer les menstruations, à tel point que les « accidents » ne sont pas imputables à la technologie, mais à la femme. Les technologies de gestion des menstruations sont tellement normalisées qu'il est difficile d'imaginer une femme ne les utilisant pas.* » (Vostral, 2018, p. 172). A la différence des hommes, les femmes précaires portent des stigmates liés à leur situation de rue, mais également à leur statut de femmes.

³ in <https://laviedesidees.fr/La-vie-en-societe-une-improvisation.html>
Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2022

Soins intimes en situation de rue

Le corps à la rue s'expose constamment même dans les situations les plus délicates. Il est toujours sur une scène. Bien entendu, il n'en va pas de même quand elles réussissent à trouver un lieu où le regard de l'autre est absent, et où leur intimité est préservée. Mais ce n'est pas toujours le cas. L'intimité à cet égard est un luxe. La privation d'un point d'eau contrarie les soins du corps au moment des règles. La « saleté » du sang menstruel n'est pas habituellement livrée au regard. Mais une tache rouge sur le pantalon est un cauchemar pour certaines femmes. L'écoulement du sang menstruel est une contrainte quand il macule les habits, les jambes, les fesses, les mains... Le gérer à la rue requiert un espace propice, un savoir-faire empirique. Les femmes après un certain temps doivent changer leurs protections menstruelles, quelle que soit leur stratégie de protection (bout de chaussette ou t-shirt, papier, serviettes, etc...) : « *...imagine... s'ils regardent les tâches... je serai plus que sale... je sais pas...* » (Juliette). Certaines développent des stratégies intimes : « *sous le duvet le soir et le matin, j'ai pas beaucoup alors ça va* », « *c'est la galère, les premiers jours je sens que je dois changer de serviette, mais parfois j'ai rien, tu vois, mais j'ai envie de mettre une nouvelle serviette, c'est bizarre, et du coup je vais aux toilettes partout* », « *je gère ça va, quand je fais pipi et je change de serviette, voilà le truc* » ... Des femmes sont très gênées par leur cycle et peinent à trouver une solution : « *quand tu as chaud... et ça coule... pff en vrai je suis pas libre, si je pouvais m'en passer... ça gêne terriblement, je peux pas juste mettre mon tampon devant tout le monde, je dois aller, chercher des toilettes, marcher...* » (Cynthia). Dans ces circonstances, l'hygiène est souvent problématique : « *Le plus dur c'est pas ça [changer ses protections], tu vas aux toilettes ou même en cachette le soir tu peux le faire, le plus dur, vraiment, c'est se laver, quand tu prends la douche deux fois par semaine et tu as tes règles, bah... tu laves ton sexe aux toilettes avec une bouteille d'eau, il faut pas avoir honte* » (Brenda). Si certaines contrôlent leurs manières de faire face, d'autres subissent l'embarras de la situation. L'accès aux lieux adaptés pour échanger les protections hygiéniques est une contrainte de la vie à la rue. Plusieurs d'entre elles se cachent de tout regard ou elles restent avec une seule protection toute la journée jusqu'au moment où elles trouvent des toilettes.

La sociologue Aurélie Mardon analyse comment certaines adolescentes assimilent le sang de la menstruation à une source de dégoût et de honte. L'hygiène devient une pratique nécessaire, car elles apprennent que le sang des règles est un déchet naturel du corps : « *Tous les traités éducatifs sur l'adolescence insistent (...) sur le fait que les menstruations doivent impérativement être dissimulées, le sang ne devant laisser ni taches ni odeurs, ce qui est tantôt présenté comme une évidence, tantôt justifié en référence au « savoir-vivre » et au respect vis-à-vis d'autrui...* » (Mardon, 2011, p. 35). L'apprentissage de la gestion du sang menstruel imprègne toute la vie d'une femme. Même si des valeurs positives s'installent peu à peu dans la société, la majorité des femmes continuent à cacher leur sang menstruel. La vie à la rue ne fait pas exception. « *Le plus dur ce furent mes premières règles [à la rue]. Ce jour-là j'en ai pleuré. J'avais toujours eu des règles douloureuses et abondantes, et me changer toutes les deux heures n'était pas évident. Avec le temps j'ai appris à m'organiser, et pendant des années les lingettes sont devenues mes meilleures amies.* » (Thibeaux, 2014, p. 108) La propreté lors des règles devient un privilège ou le fruit de beaucoup d'astuces. La précarité menstruelle entrave l'accès aux dispositifs de protection et aux espaces propices pour échanger les serviettes hygiéniques ou une autre protection. Le lien intime à la propreté et au caractère privé de la menstruation est un combat sans fin. « *Je sais pas, mais je me cache quand j'ai mes règles... bah je veux dire que je veux pas que les gens me voient, c'est déjà difficile comme ça, alors quand j'ai mes règles c'est pire...* » (Claire). Le regard de l'autre sur le corps porte sur quelque chose qui ne se voit pas, car le sang de la menstruation

Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2022

demeure le secret de la femme. Les protections hygiéniques cachent le sang, mais le fantasme que le regard de l'autre y accède, malgré son « invisibilité », est parfois dérangeant.

Outre la nécessité d'un espace intime, des femmes aspirent à un lieu de repos : « *Pour mes règles, c'est difficile quand je peux j'achète moi-même mes serviettes, sinon ça dépend, c'est dur de parler de ça parce que j'aime quand même être bien... alors les jours que j'aime le moins, tu m'as demandé avant, bah ce sont les jours que j'ai mes règles, parce que j'aimerais avoir un lit pour me reposer (...) être tranquille (...) j'ai fait la manche pour acheter des trucs, mais bon, c'est pas toujours..., mais tu peux trouver à 1,50 ou 1,70 les 14 serviettes, donc, si j'ai ça, je vais toute suite acheter pour me changer aux toilettes...(Csilla)* ». Lors de règles, les soins intimes sont très personnels dans leurs gestes et relèvent d'une pudeur souvent mise à mal dans le contexte de la rue où les femmes sont sur le qui-vive et se surveillent en permanence en n'ignorant pas qu'elles sont toujours sous les regards.

Odeur menstruelle

Dans les représentations sociales, les règles sont censées dégager une « mauvaise odeur ». D'ailleurs, les marques de produits menstruels proposent des serviettes avec des parfums pour la dissimuler. Une habitante de la rue d'une trentaine d'années témoigne : « *...si je pue c'est normal, mais si je pue avec mes règles, l'odeur est différente, alors je pense les autres ils le savent...* ». La perception de la « mauvaise » odeur « transmise » impacte les relations possibles avec les autres. Autrement dit, certaines femmes en situation de rue limitent leurs interactions à cause de ce qu'elles imaginent de leur odeur menstruelle : « *Mon copain le sait, mais je veux pas que les autres se rendent compte, mais je crois ils le sentent, alors je m'écarte un peu... mais ça fait rien... je sais pas, je m'écarte parce que... parce que je pue plus c'est tout, on parle plus de ça s'il te plaît !* » (Alice). Si les femmes ont honte de leur sang et gèrent la peur de la « tache » avec des produits absorbants, elles ont le sentiment que l'odeur « échappe » à leur contrôle et révèle leur situation. Un double sentiment de gêne se manifeste, avoir ses règles à la rue (absence d'un chez soi, peur de se tacher par exemple) et l'odeur menstruelle, symbole de « négligence » corporelle.

Cherly, l'une des participantes d'une recherche sur les effets de la menstruation en situation d'errance au Royaume-Uni, en témoigne : « *C'est assez dur et c'est gênant quand on pense que l'on sent mauvais. J'ai l'impression que les gens savent que je les ai, même si je sais qu'ils ne le savent pas, je pense qu'ils le savent ! [Les menstruations] me rendent irritable, elles me fatiguent et me donnent des problèmes de dos, et je ne peux pas bouger, et évidemment dans la situation dans laquelle je suis en ce moment, c'est assez difficile.* » (Vora, 2020, p. 35). En outre, lors de ses règles Cherly « *ne peut pas bouger* », alors que sa situation l'oblige à changer de place pour passer la nuit.

Si le cycle menstruel engage physiologiquement l'utérus, le corps en entier vit en quelque sorte ce mouvement des sens, de la température, des émotions. Le moment des règles est parfois vécu comme une fatalité dans cette situation d'inconfort, de désarroi économique et de la difficulté d'accéder à des modalités de soulagement des douleurs menstruelles. Non seulement les troubles menstruels⁴ précarisent encore la situation des femmes à la rue, mais parfois elles subissent une douleur qu'elles n'ont pas les moyens de soulager - : « *Je suis restée couchée presque toute la journée du 25 décembre. J'étais fatiguée et mes règles étaient douloureuses. Même si donner ce genre de détail peut paraître incongru, il faut savoir que cela pose un réel problème pour les femmes sans abri. J'en étais arrivée à essayer de conditionner mon corps en lui demandant d'arrêter de saigner ! Car où trouver des tampons sans argent ? À Malmaison⁵, ils distribuaient*

⁴ Dysphorique prémenstruel, endométriose, syndrome de congestion pelvienne...

⁵ Centre d'hébergement et de réinsertion sociale à Paris

heureusement des serviettes, mais je n'avais rien pour lutter contre la douleur. » (Webb, 2011, p. 164). La vie quotidienne s'embourbe, elles résistent à cette douleur sans relâche, mais souvent sans antalgiques...

« Même ça la rue me l'a enlevé »

Toutes les femmes en errance n'ont pas leurs règles. Certaines affirment avoir moins de flux menstruel ou un arrêt de la menstruation lors de leur passage à la rue. *« Moi, je n'en ai plus... j'avais avant, oui, oui, mais depuis que je suis dans cette situation... je crois les premiers mois j'avais mes règles, après j'avais quelques fois, et là plus rien, je suis plus une femme, bon je suis une femme un peu quand même... même ça la rue me l'a enlevé. »* (Zoe). Fanny connaît la même expérience : *« J'ai jamais pratiquement eu mes affaires... [quand vous étiez jeune ?] oui, j'ai tout essayé, mais pff »*. Dans les conditions ordinaires de l'existence pour les femmes qui ont une vie régulière et un chez soi, l'aménorrhée est un symptôme d'alerte, un trouble de la santé. Mais les corps ne sont jamais les mêmes d'un contexte à un autre. *« Le corps... est toujours saisi dans une trame de sens »* (Le Breton, 2016, p. 37). Le corps de chaque femme en errance raconte une histoire particulière, entrelacée de faits sociaux, de relations affectives. Mais le moment des règles est sans doute l'un des événements les plus délicats à vivre à la rue en ce qu'il rappelle l'inconfort de ne pas disposer d'un chez soi comme toutes les autres femmes.

Le plaidoyer : repères et pratiques

Nicolas Dekuyssche

Directeur du « Forum-Bruxelles contre les inégalités »

Le *Forum* est ce qu'on appelle dans le jargon une structure de deuxième ligne, qui regroupe de nombreuses structures agissant dans le social avec des publics très différents et qui présentent des problématiques extrêmement variées. Le point commun entre tous ces services est leur appartenance territoriale à la région Bruxelles-capitale, une des trois régions de la Belgique, qui réunit 19 communes.

Ce qui nous a occupé ces dix dernières années c'est la question de l'intervention sociale et des métiers de cette intervention. Ceci parce que nous pensons que l'intervention sociale a une valeur explicative du monde, de ce qui nous arrive, et du fonctionnement de notre société. L'intervention sociale c'est l'idée platonicienne de la caverne, avec cet homme enchaîné au fond qui voit la vie extérieure se dérouler en ombre projetée sur les parois. En termes de savoirs et de hiérarchie des savoirs on nous explique souvent que d'autres savoirs que les notre sont plus pertinents pour expliquer la société, alors que nous sommes en première ligne pour pouvoir décrypter ce qui se passe.

Dans nos projets on travaille avec plusieurs savoirs : expérientiel, professionnel, académique, institutionnels, politiques. Donc on va chercher des intervenants, des ressources dans différents secteurs, différents métiers, ce brassage des savoirs permettant une politisation de l'intervention sociale. Je vous donne des exemples.

En 2012 on a eu l'occasion de travailler au suivi de l'implantation des projets « Housing first », un sacré renversement des paradigmes habituels, poussé par une ministre qui il faut le dire n'y connaissait rien mais avait vu passer l'idée. Avec le Forum nous avons suivi l'équipe mise en place, qui avait de l'expérience en intervention sociale mais pas avec un public sans-abri. Ca nous a conduits à nous déplacer en Amérique du Nord pour voir comment ils faisaient là-bas depuis quelques années. Et au fil de ce travail on s'est aperçus qu'en modélisant les pratiques de terrain, en documentant un projet, on pouvait proposer aux politiques de changer leurs programmes, qui intègrent maintenant la possibilité forte de sortir du sans-abrisme par le logement, avec un nouveau problème politique alors à traiter qui est la captation de logements accessibles financièrement, et à Bruxelles ce n'est pas simple. Voilà un premier exemple de la façon dont des projets de terrain peuvent influencer le politique via du plaidoyer.

Un autre projet, commencé en 2017 avec des partenaires de tout Bruxelles (Santé mentale, sans-abrisme, Aide à la Jeunesse et Droits de l'enfant), porte sur les jeunes en errance. On s'est réunis en se centrant sur ce public qui est soit trop vieux, soit trop jeune, pour lequel il n'y a pas de structures adaptées, en se demandant quel est le problème. On a réfléchi ensemble et au bout de trois ans de réflexions on est allés voir les politiques en leur apportant un vrai diagnostic de ce qui manquait sur le terrain, de ce qu'il était possible de réaliser, et un vrai diagnostic global sur cette population. C'est donc, là aussi, partir des acteurs de terrain pour modéliser un nouveau projet auquel on s'est attachés à intégrer des jeunes concernés en les aidant à créer une parole collective à partir de témoignages. Cela a abouti à la création d'un nouveau lieu, un centre de jour, *Macadam*, centré sur ces jeunes, installé à proximité d'une grande gare bruxelloise qui est un important lieu d'errance.

Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2022

En 2022 on a continué autour des ruptures chez les jeunes (ruptures familiales, scolaires, institutionnelles) en travaillant en deux temps. Le premier temps, qui va durer une bonne année, est un laboratoire participatif d'identification des ruptures avec des jeunes concernés qui vont travailler ensemble. On est en train de voir la forme d'aboutissement, radio, médias sonores, podcasts... La production de ce groupe, mise en forme et en scène, va interpeller un autre groupe constitué d'une quarantaine de professionnels directement concernés, sans qu'ils se croisent nécessairement. La mise en scène est très importante pour dépasser le stade des paroles brutes individuelles.

En fait dans ces trois projets on politise à la fois les questions que les usagers nous posent et notre intervention sociale de terrain. Cette politisation que nos prédécesseurs avaient développée s'est peu à peu perdue, ici on y revient.

Encore un exemple. On a créé un dispositif qui nous permet de mettre à l'agenda politique des questions que pose le terrain. « *L'école de transformation sociale* » a commencé en faisant la tournée des structures de terrain, des services sociaux, pour voir ce qui les questionnait, sur quoi ils voulaient travailler. Et on en sort trois sujets qui soient vraiment porteurs de transformation sociale, de transformation des pratiques, là où des choses sont déjà en gestation, là où on peut actionner des leviers que certains auraient déjà identifiés, en documentant les situations réelles que seul le travail social est en capacité d'identifier. On va tenir trois sessions en 2023 : une sur la sécurité sociale de l'alimentation, une sur l'accès aux lieux d'accueil pour les enfants de familles mono-parentales, une sur la fracture numérique liée à la dématérialisation des services qui produit une digitalisation excluante. Et ces trois thèmes doivent aboutir à de recommandations concrètes.

Pour conclure

Cette pratique du plaidoyer par vous-mêmes et avec les usagers de vos structures, en étant accompagnés par des chercheurs, par des aidants méthodologiques, peut vous aider à politiser votre action professionnelle. C'est revenir aux fondements du travail social.

Atelier « Les grands mineurs invisibles. Les « hors ASE »

Constat des équipes qui travaillent pour/avec l'ASE : pas d'anticipation des sorties à 18 ans. Pourquoi ? Des des raisons avancées :

- 35 dossiers par référent, pas de possibilité de réaliser le bilan prévu à 16/17 ans, on ne s'occupe alors que de ceux qui se présentent, les jeunes qui ratent les rdv restent sur le bord de la route.
- La notion de projet : chaque jeune doit avoir un projet qui tienne la route du point de vue de l'institution, et s'y tenir. On a des exigences avec des jeunes vulnérables qu'on n'aurait pas avec la population générale.

L'accompagnement vers les soins psy.

Les jeunes ne sont pris en charge que quand les troubles s'expriment très bruyamment, sous forme de crise, ceci pouvant conduire à une prise en charge sous la contrainte, ce qui est le pire moyen d'entrer dans les soins. Une des raisons : les délais d'attente dans les CMP.

L'accueil de MENA qui n'ont pas acquis les codes sociaux pour s'intégrer/s'autonomiser. On évoque deux catégories : ceux originaires d'Afrique sub-saharienne, qui s'adaptent ; ceux originaires du Maghreb qui ne s'adaptent pas, qui fuguent. Cela est-il lié à des motivations différentes à l'origine de la migration ? Seule façon de faire avec ceux qui inquiètent : faire un signalement pour situation préoccupante, en privilégiant la minorité par rapport au statut.

-

Les jeunes filles de 13/16 ans qui quittent les foyers pour ne pas y subir différentes formes de pressions allant de l'intimidation, au viol, en passant par le harcèlement. Elles préfèrent rester dehors, sous protection de préférence d'un MENA réputé gentil en payant sans doute le prix fort pour cette protection dans un échange contraint, mais ce n'est pas dit.

Comment sortir de la description et des constats. Quelques pistes d'amélioration :

- La pair-aidance
- En finir avec la *distance éducative* qui ne « mord » pas avec des jeunes qui ont des carences affectives importantes.
- La formation des professionnels, en premier lieu des éducateurs spécialisés
- Rendre attractif le métier pour donner envie de travailler en protection de l'enfance (rémunération insuffisante en MECS)

Les jeunes consommateurs de substances psychoactives :

Comment les accompagner vers les soins ? Y compris quand une demande émerge ? Les CSAPA accueillent un public plus âgé, avec la rencontre de pratiques de consommation qui peuvent devenir incitatives. Identifier les Consultations Jeunes Consommateurs portées par les CSAPA.

Conclusion :

- Nécessité de mettre en face des jeunes des équipes plus « flexibles », qui s'adaptent à chaque profil/parcours
- Nécessité de prendre en compte la non-demande des jeunes
- Faire du sur-mesure en privilégiant des micro-services
- Eviter le changement constant d'interlocuteur qui oblige le jeune à raconter son histoire/projet à l'infini, et encore une fois à s'adapter.
-

Ce n'est pas au jeune de s'adapter mais à l'institution/service/structure de s'organiser.

Atelier « Les partenariats locaux : coordinations et complémentarités »

Faut-il le rappeler : un-des partenariats ce n'est pas pour faire joli pour les institutions, c'est pour que de façon opératoire, directe, ce soit utile aux jeunes. On pense ici aux partenariats imposés par des projets de territoires, des dispositifs surplombants, des appels à projets stéréotypés...

Le partage d'informations (et non pas le « secret partagé », qui n'existe pas en droit) : on connaît tous la porosité des informations sur un secteur donné. Tout se sait plus ou moins. Alors est-ce vraiment nécessaire de s'arc-bouter sur un secret absolu ? Cependant, une règle : ne dire que ce qui peut être utile au partenaire pour accompagner la personne.

Problème de l'entre-soi, qui est parfois renforcé par des équipes pluridisciplinaires (avec AS, psy, médiateurs, éducus...), efficacité directe mais cependant nécessairement savoir chercher ailleurs vers des réseaux thématiques.

Eviter les relations uniquement duelles ; plutôt des binômes inter services.

Intérêt de réunions mensuelles réunissant des représentants d'équipes de terrain pour échanger sur des situations rencontrées. Ca fonctionne si bonne volonté de tous, ça évite les entre-soi.

Besoin de capacités d'adaptation : autres logiques institutionnelles, autres références... De l'intérêt d'opérations « Vis ma vie » : immersion chez des collègues.

Différencier « réseau d'intervenants » de « réseau d'échange, d'élaboration collective ». Parfois les 2 sont les mêmes et se chevauchent, d'autres fois l'urgence opérationnelle fait que la notion d'échange et d'élaboration se perd.

La notion de « groupe-ressources », plus dynamique que « partenariat » : s'organiser pour échanger sur les notions qui font référence à chacun et trouver un langage commun, dépasser les représentations sur les institutions et les métiers, développer une culture de la confiance et de l'action partagée.

Attention aux partenariats « nuisibles », où on est dépassé par le système, instrumentalisé.

Atelier « Ne pas faire de bourdes avec des usager.ères qui mettent en question leur sexe biologique »

Cet atelier est issu de l'atelier « Sexes ; Genres. Marché du sexe » du premier jour, dont la conclusion insistait sur le besoin de ne pas tout mélanger, et sur la nécessité de porter spécifiquement attention aux dynamiques nouvelles liées aux appartenances de genre et aux processus *trans*. Ceci parce que des jeunes en quête de leur identité sexuelle sont dans la rue, parfois victimes de rejets familiaux ou institutionnels, et qu'il paraît évident d'éviter de renforcer ces rejets par méconnaissance, par inadaptation des paroles, plus globalement par absence de réflexion.

Il est apparu rapidement un fort déficit, largement partagé, de connaissances et donc un déficit qualitatif dans les attentions apportées aux personnes concernées. Besoin de repères, de précisions sur les termes employés, de moyens de documentation, plus globalement de formation initiale et continue...

Voici quelques repères évoqués durant l'atelier, cherchés depuis, utiles accessibles sur internet :

- <https://www.genrespluriels.be/Glossaire> Un glossaire très fourni, explicatif. Ce site qui présente les actions de l'association belge Genres-Pluriels est à visiter de façon approfondie.
- Chercher « *genderbread person francais* » sur un moteur de recherche, pour arriver à un petit bonhomme qui montre les diverses identités possibles en même temps pour une même personne.

Atelier « Accompagner dans le logement-l'hébergement quel qu'il soit »

L'atelier fait trois propositions :

Prendre en compte la temporalité du jeune, qui peut être assez différente de celle de l'institution.

Avoir la possibilité de multiplier les propositions d'hébergements : forme, nature, implantation, taille, diversité... en prenant en compte pas seulement l'offre qui peut être très stéréotypée-normalisée dans le cadre de dispositifs.

Garantir un accompagnement constant et conduit dans la durée (ce qui était prévu à la mise en place du SIAO avec le référent coordonnateur...)

Ne pas lire la question seulement au filtre « appartement », au risque de s'interdire des possibilités alternatives qui peuvent être plus adaptées (coloc, mobilhome, caravane, abri de jardin aménagé, voire accompagnement de squats plus ou moins pérennes...). Avec le problème du « hors dispositif », et des solutions « limites » par rapport à la loi et aux diverses réglementations.

Ne pas oublier que l'accès à un hébergement-logement peut ne pas convenir dans la durée parce que trop de normalité, parce que la personne est perdue sans la vie de la rue, et qu'il y a alors également du travail à faire sur le déménagement qui n'est pas à penser comme un échec mais comme une étape nécessaire.

Au retour de Lannion, question posée à la DIHAL :

« Une association ou une collectivité publique qui loue à l'année un mobilhome sur un terrain de camping ouvert toute l'année ou qui y installe à l'année une caravane peut-elle y héberger quelqu'un à l'année ? »

Réponse de Insaf Gassa, Chargée de mission juridique : *« L'hébergement dans le cadre de terrains de camping relève du Code du tourisme, notamment de l'article D.331-1-1 qui précise notamment que ces terrains « accueillent une clientèle qui n'y élit pas domicile » au regard de leur vocation touristique.*

S'agissant de la question, il faudrait dans un premier temps se référer aux documents contractuels délivrés par l'exploitant du terrain de camping, notamment aux conditions de la location et au règlement intérieur qui est obligatoire conformément à l'article sus-mentionné.

Ce périmètre d'hébergement relève de la Direction générale des entreprises (DGE), Sous-direction Tourisme, relevant de Bercy. »

Rappelons que l'élection de domicile n'est pas le fait d'habiter quelque part, mais de faire reconnaître cette adresse en tant que domicile (propriété, bail...).

Atelier « Les plus jeunes, garçons et filles, et le marché du sexe »

L'évident besoin de se former sur ces nouveaux (?) comportements prostitutionnels des mineur.es et des jeunes majeur.es, afin d'avoir des connaissances, des outils, des arguments pour travailler avec.

Attention à ne pas mélanger dans les mêmes groupes de travail, les mêmes échanges, les jeunes hétérosexuels, ceux et celles qui sont soit homosexuel.es, avec ceux et celles qui s'interrogent sur leur genre au-delà de leur sexe biologique. Ceci parce qu'il semble, sous réserve de réflexions plus approfondies, que les dynamiques prostitutionnelles ne sont pas les mêmes, pas dans les mêmes réseaux, pas de la même manière, peut-être pas pour les mêmes raisons...

Le besoin de partager et de mutualiser nos ressources. Cf. plus bas, et aussi avec le site « Jeunes en errance ».

Le besoin de développer une prévention précoce en étant très attentifs aux jeunes vulnérables qui peuvent se laisser embarquer dans ces dynamiques. Il y a aussi à faire sur les réseaux sociaux. Où en sont les « Promeneurs du net » sur ce sujet ? Il y a aussi de projets de maraudes numériques, des appels à projets sont en cours.

Pour aller plus loin...

La production publique : rapports, études et plans d'action :

Katia Baudry et Béate Collet. *Les conduites prostitutionnelles de mineur.es hébergé.es dans les centres d'accueil de la protection de l'enfance en Seine Saint Denis*. Mission métropolitaine de Prévention des Conduites à Risques.

https://mmPCR.fr/wp-content/uploads/2022/01/2020-MMPCR_Synthese-Rapport-Collet-Baudry-prostitution-mineure-MMPCR-CD93.pdf

Le rapport du groupe de travail sur la prostitution des mineurs remis en 2021 à Adrien Taquet, Secrétaire d'Etat en charge de l'enfance et des familles : <https://solidarites-sante.gouv.fr/ministere/documentation-et-publications-officielles/rapports/famille-enfance/article/rapport-du-groupe-de-travail-sur-la-prostitution-des-mineurs>

Le plan gouvernemental de lutte contre la prostitution des mineurs, nov. 2021 : <https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/prostitution-des-mineurs-lancement-du-premier-plan-national.pdf>

Des outils :

Le « Michetomètre » créé par l'association Agir Contre la Prostitution des enfants. Un outil pour échanger avec des adolescent.es.

<https://www.acpe-asso.org/pour-en-savoir-plus-prostitution-enfants/kit-pedagogique/>

Et plus globalement le site de cette association : <http://www.acpe-asso.org>

Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2022

Les productions du Centre de victimologie pour mineurs, en particulier un kit d'information et de sensibilisation pour les intervenants : <https://cvm-mineurs.org/page/kit-de-sensibilisation-et-d-information-sur-la-prostitution-des-mineurs>

On peut aussi aller voir du côté de l'Amicale du Nid, qui propose des outils variés : <https://amicaledunid.org/>

Un article :

Philippe Calestroupat. « Adolescence et prostitution. Les faux-amis ». *Les Cahiers de l'Actif* n° 452-455, jt-oct 2021, p. 293-303.

Résumé : La prostitution des jeunes prend une mesure subite et exponentielle. Elle s'appuie sur une culture de la jouissance qui nie l'autre comme sujet, mais aussi sur l'histoire de chacune de ces jeunes filles de cette MECS, lieu de parole qui est le cadre de cette réflexion clinique. Objets d'amour et de jouissance, placées, déplacées, multi-placées, replacées, elles endossent un statut qui semble coller à leur peau, à la frontière de laquelle elles cherchent des limites poreuses, parfois en partie disparues, d'elles-mêmes. En opposition à la dissolution de la fonction de la parole, prendre une autre place dans un discours éducatif désirant comme sujet, est un passage incontournable dans l'accompagnement des jeunes dont nous parlons.

Atelier « Que faire avec les injonctions institutionnelles et les injonctions à s'insérer ? »

Reprenant la thématique de l'obligation pour le jeune d'avoir un projet, de s'y tenir, de réussite, et celle de présenter des sorties positives pour les équipes, les participants identifient 4 types d'injonctions :

- L'injonction de projet qui émane de l'institution (ASE), (*elle sera déterminante dans le parcours du jeune car peut générer ou mettre fin à un contrat jeune majeur*)
- L'injonction de la famille (*dans le cas de jeunes qui portent le projet migratoire de toute une famille, voire d'un village*). Dans ce contexte, le jeune développe un sentiment de honte parce qu'il ne dira jamais à sa famille, qu'il ne parvient pas à être reconnu dans le pays d'accueil (absence de papiers de séjour, et donc d'accès aux droits : logement, travail, aides sociales).
- L'injonction propre au jeune, c'est-à-dire, la pression que se mettent certains jeunes, soumis à ces obligations de réussite.
- L'injonction financière : rendre compte aux financeurs de sorties positives (*qui légitiment les subventions*).

-
Le temps : le temps chronologique de l'institution n'est pas le temps du jeune.

Les constats :

Face à l'accumulation d'exigences, les équipes notent que les jeunes développent différentes stratégies d'adaptation, voire d'évitement.

- Ils masquent leur demande réelle en collant au désir supposé du professionnel
- Ils quittent les services avant d'être mis dehors en anticipant la rupture, mieux vaut couper les liens qu'être pour la nième fois rejeté.

Du côté des professionnels :

Les MNA (ou assimilés) ne veulent qu'une chose : des papiers et travail. Or, quand ils arrivent sur le territoire, ils sont scolarisés dès lors qu'ils déclarent avoir moins de 18 ans. Ensuite ils subissent la pression de réussite, de devoir se diriger dans une voie qu'ils n'ont pas choisie (*stratégie d'évitement : la déscolarisation, qui peut engendrer une remise à la rue puisque le projet n'est plus conforme avec celui de l'institution*).

Pour les jeunes qui restent sans possibilité d'accéder à un titre de séjour : stratégies d'adaptation des professionnels : l'activation d'un réseau qui permet une continuité de prise en charge, un travail mal rémunéré (*mais qui permet d'exister, d'être inscrit quelque part*).

Les routes de l'insertion : en plus de l'obligation de s'insérer, il persiste l'idée qu'on doit déconseiller voire empêcher l'accès à certains secteurs. Exemples multiples :

- Celui qui veut devenir éducateur
- Tatoueur
- Soigneur....

Propositions pour avancer :

Rencontres nationales « Jeunes en errance » 2022

- Accompagner tous les projets (*ne pas réduire l'insertion aux « métiers en tension »*)
- Accompagner l'absence de projet
- Susciter le désir : être en mesure de multiplier les possibilités
- Inciter les jeunes à participer, à prendre la parole, les aider à exprimer leur désir (*on peut parfois « prêter ses mots »*).

Atelier « Comment travailler avec les grandes institutions ? »

Qui sont ces grosses machines avec lesquelles nous devons collaborer ?

- L'éducation nationale et ses écoles
- La psychiatrie
- La protection de l'enfance
- Les CMP
- La PJJ
- Les Parquets
- Les préfectures
- Les polices (nationale et municipale et gendarmerie)
- Les avocats
- Certains services qui sont eux-mêmes des "grosses machines"
- Les autorités locales, régionales et étatiques (bailleurs de fonds)

Que faire ?

- Mettre les **autorités/élus face à leurs responsabilités**.
 - Via les contrats jeunes majeurs. Les contrats engagent les deux parties.
 - Charte de fonctionnement (en collectif)
- Créer des partenariats autour du "parcours du jeune"
- **Créer des liens en amont des situations individuelles**, en dehors de la crispation que peuvent engendrer les enjeux d'un suivi avec un jeune. → Vivre des choses ensemble, se rencontrer, apprendre à se connaître, par le biais d'un acteur fédérateur extérieur et neutre (cf. le *Forum* à Bruxelles) ? Mettre autour de la table les différents savoirs (expérientiels, professionnels, académiques, institutionnels & politiques).
- Profiter de l'obligation de **rendre des comptes** pour faire connaître son travail, ses réalités, ses missions ...
 - Pour cela il faut que les **missions et le cadres soient clairs, partagés par tous et portés par les travailleurs sociaux et les directions** (qui doivent assumer leur responsabilité et faire tampon).
 - L'une des pistes est donc de **travailler en équipe les projets d'établissement**. Prendre le temps du collectif, s'appropriier les missions, le travail et son langage. Pour pouvoir le présenter et le représenter dans les réunions institutionnelles.
 - **Adapter les rapports d'activité** :
 - répondre aux questions demandées (chiffres, et est-ce qu'on a fait ce sur quoi nous nous étions engagés) de manière claire et succincte
 - développer des "argumentaires", des alertes (en concertation avec l'ensemble des équipes d'un même service).

- Le rapport devient alors un outil interne d'évaluation du travail et de réflexion sur les objectifs à venir et également un **outil de communication** sur le travail effectué envers les autorités et les partenaires.
 - Réfléchir à la forme qu'ils peuvent prendre pour qu'ils soient lus et intéressants
 - sélectionner des parties précises pour les partenaires pour éviter la lourdeur
 - faire des rapports plus courts ?
 - être créatif sur la forme qu'ils peuvent prendre ? (photos, témoignages, podcasts, films, ...)
- **Passer à l'écrit et prendre le temps de l'écrit :**
 - ceci participerait à réduire la question du manque de transmission des valeurs du travail social (de rue notamment), de connaissance / reconnaissance du travail et de ses missions
 - Pour convaincre les équipes à écrire, il faut un sens, il faut un travail collectif et de l'aide à la rédaction si c'est ça le problème.
 - le cadre responsable ou celui qui maîtrise l'écrit peut rédiger le produit de la réflexion collective de(s) équipe(s)
 - les équipes peuvent se faire accompagner par des personnes extérieures (ex : sociologues) pour formaliser leurs pratiques.
 - le temps consacré à cela doit être institutionnalisé et porté par les responsables de service
 - **Les travailleurs sociaux sont les formateurs** des "grosses institutions" qui ne savent pas la subtilité de notre travail et des réalités des publics. L'expertise de terrain c'est "du velours" pour les politiques qui eux-mêmes doivent rendre des comptes !
 - développer les compétences de formalisation du travail
 - développer les compétences oratoires en plus de l'écrit.
 - rencontrer les élus pour expliquer notre travail
 - avec des précautions oratoires "*Comme vous le savez sans doute déjà*", "*je ne vous apprends rien, mais ...*"
 - **Se mobiliser collectivement, avec les publics**
 - plaider (avec les personnes concernées) par thème : quelle forme ? à qui on dit quoi ?
 - manifestations où les publics se mobilisent
 - les jeunes portent eux-mêmes leur parole et l'acteur social (1ère ou 2ème ligne) accompagne la démarche et ouvre les portes.
 - méthode de Saül Alinsky (*Rules for radicals*, https://alliancecitoyenne.org/wp-content/uploads/2016/08/la_traverse_Alinsky_article.pdf). Aller récolter la colère des habitants et la transformer en mobilisation
 - Question de l'indépendance des structures par rapport à leurs sources de financement ou même leur statut (ex : la prévention qui appartient directement à la métropole)

Trois niveaux, trois étapes identifiables, du « mensonge-débrouille » au changement des normes :

Le court terme : mensonge-débrouille pour l'ouverture de droits. Mensonges « partagés » entre partenaires de terrain. Mensonges aux bailleurs de fond. Ceci parce que tous les moyens sont bons dans l'intérêt de la personne.

Le moyen terme : faire remonter ce qui coince et qui ne rentre pas dans les cases (cf. les rapports d'activité). Interpeller les élus (interpellations institutionnelles, plaidoyers coopératifs).

Le long terme : parvenir à un changement des normes par la pression, la répétition, l'argumentation.

Atelier « L'écart entre les principes des institutions et les besoins des jeunes »

Mots clés : Mensonge, désobéissance

Au fond : Comment faire coïncider les logiques de financements avec les besoins des accompagnements individualisés ? Comme si la majorité des jeunes entrerait facilement dans les cases des dispositifs...

Pourquoi et comment est-on amené à mentir, à dissimuler une partie des informations dans l'intérêt des jeunes ? On ment, ou on bidouille, on bricole, on s'adapte ? Mentir et dissimuler sont des termes qui renvoient à des valeurs négatives, laissant supposer que tricher est le quotidien du travailleur social. En revanche s'adapter aux besoins du public et mettre tout en œuvre pour l'accompagner témoigne du réel des équipes de terrain. On « bricole » pour adapter un système qui n'est pas forcément pensé pour les jeunes avec qui on travaille, pour que ça entre dans les cases pré-établies.

Au fait : tout le monde adapte ce qu'il dit selon son intérêt. Les jeunes vis-à-vis des travailleurs sociaux, nous vis-à-vis des gros dispositifs, les élus dans leurs compte-rendus d'actions et de mandats... C'est une compétence nécessaire.

Pour notre part, nous ne nous situons pas dans une alternative morale ou philosophique mensonge-vérité. Et puisqu'il faut parler d'éthique ou de déontologie, la nôtre est de nous attacher à la résolution des besoins des usagers, ceci pouvant conduire à adapter ce que nous disons aux systèmes qui les gèrent (pour les amateurs de socio-anthropologie : Richard Hoggart. *La culture du pauvre* : les 1001 façons d'adapter son discours au dominant à qui on s'adresse pour en obtenir quelque chose).

Un exemple : Les SIAO

- Stratégies pour compléter un dossier en fléchant le type de structure supposée correspondre le mieux au jeune concerné.
- Omission de certaines informations (conduites addictives, troubles du comportement...)
- Contourner le système SIAO quand c'est possible en contactant directement les pilotes

Autre exemple : Logement d'abord. Besoin de s'arranger pour fournir les preuves de 3 mois de rue et de souffrance psychique ; des jeunes savent très bien aller chercher les certificats médicaux qui vont attester de difficultés psy qu'ils vont mettre en scène.

Bien connaître les rouages de l'institution, du service qu'on interpelle (FAJ, demandes d'aides diverses, Un chez soi d'abord...)

Adapter le vocabulaire, les écrits à l'interlocuteur.

S'appuyer sur l'expérience de partenaires proches qui maîtrisent mieux le système.

Avec des partenaires de confiance, se dire la vérité.

Plus largement comment faire remonter les dysfonctionnements qui nécessitent toutes ces adaptations, ce bricolage ?

- Les rapports d'activité : glisser les chiffres dans le corps d'un texte, obligeant le destinataire à lire la totalité des informations plutôt que d'aller à l'essentiel rapporté sous forme de camemberts et de tableaux.
- Parler de pourcentages plutôt que de cas qui paraissent toujours isolés
- Faire participer les équipes aux rapports d'activité, y insérer des vignettes cliniques, des récits de vie qui illustrent les limites des systèmes.
- Proposer des alternatives à ce qui ne va pas
- Saisir des opportunités pour faire passer du vrai, du non-occulté, des messages : visite d'un élu, reportage...

Au-delà de tous ces petits arrangements du quotidien, masquer un dysfonctionnement c'est s'interdire qu'il soit un jour traité. C'est aux responsables des structures de porter régulièrement et sans faillir (il faut parfois plusieurs décennies pour qu'un dossier sorte de la pile), ce qui ne fonctionne pas, le travail empêché, (étayé sur les constats des équipes, par exemple).

Atelier « Comment communiquer ? »

La question se pose différemment selon les types de structures, d'équipes. On peut en identifier trois :

- Les « alternatives » (dont les squats)
- Les petites, institutionnellement autonomes
- Les petites, rattachées à une grosse institution.

Les « alters »

Eviter de communiquer durant la phase d'installation, de lancement, d'ouverture

Afin de pratiquer ensuite la politique du fait accompli, en s'appuyant alors sur l'environnement, et en montrant l'utilité sociale de l'action, tout cela avec des usagers engagés dans l'action.

Chercher une légitimation par l'extérieur (articles dans des revues professionnelles, liens avec un labo de recherche...)

Les dispositifs innovants officiels (ex Un chez soi d'abord), les équipes de dispositifs institués (ex : Prévention spécialisée)

S'appuyer sur la légitimité issue de la commande publique

Infiltrer des espaces institutionnels pour en parler : commissions de travail, réunions interinstitutionnelles, centres de formation et facs, évènements ponctuels collectifs : Forum des associations,...

Construire soi-même des évènements ponctuels (fête, portes ouvertes...)

La relation avec les élus politiques

C'est une relation à chercher et à tenir quelle que soit leur couleur : ils sont élus donc légitimes.

C'est un jeu à somme non nulle : on a besoin d'eux, et on leur donne du je à la fois pour leur propre communication et parce qu'on est témoins et porteurs de réalités du terrain.

C'est à construire en co-portage avec les usagers.

Ce n'est pas du travail en plus, cela fait partie du travail.

Les relations avec la presse

Presse régionale : grande prudence et méfiance avec les correspondants locaux. Nécessité d'avoir identifié les chefs de rubrique dans l'organigramme.

Télé : grande prudence et méfiance avec les émissions racoleuses du type « Zone interdite ». On ne réussit jamais à contrôler ce qu'ils font de ce qu'ils ont pris.

Nécessité d'avoir des liens entretenus avec les rédacteurs en chef et les chefs de rubriques, qui sauront écouter quand on les alerte et qui sauront appeler pour avoir nos points de vue.

Pas d'illusions sur les « Communiqués de presse », sauf si l'affaire est énorme ou si c'est un sujet dans l'actualité. Et conseil technique : un communiqué cela fait une page, pas plus, et cela propose un contact clair et net.

S'engager dans les réseaux nationaux pour renforcer sa légitimité et faire entendre nos points de vue de terrain ; TAPAJ, CNLAPS (Prévention spécialisée), Fédération Addiction, Union Nationale des CCAS, Groupe Jeunes de la DIHAL, Association nationale des maisons des Adolescents...